

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 17 No 1
Décembre 2014



2014 – Propulse l'intégration régionale

par Kizito Sikuka

CETTE ANNÉE a offert l'opportunité pour l'Afrique Australe de consolider les gains et concevoir des plans pour favoriser une intégration et indépendance socio-économique plus large en tant que région.

Une étape importante pour 2014 fut la décision prise par le 34^{ème} Sommet SADC tenu aux Chutes Victoria, Zimbabwe d'accorder priorité à l'industrialisation dans la révision en cours des plans régionaux dans le cadre du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP).

Le développement industriel a été identifié comme l'un des moteurs principaux du programme d'intégration en Afrique Australe alors que la région s'éloigne d'un parcours économique basé sur la consommation et l'exportation de matière première en un parcours pour le développement durable basé sur la valeur ajoutée et la valorisation.

Les États Membres de la SADC reconnaissent que le développement industriel est essentiel à la diversification de leurs économies; au développement de la capacité productive; et à la création d'emploi de manière à réduire la pauvreté et positionner leurs économies sur une voie de croissance plus durable.

Cependant, le RISDP, qui est un plan directeur de 15 ans, en cours de révision, pour l'intégration et le développement régional de la SADC, était jusque là silencieux sur ce point.

Par conséquent, le Groupe de Travail Ministériel de la SADC sur l'Intégration Régionale fut dirigé par le Sommet afin de développer une stratégie et un plan d'action pour l'industrialisation dans la région.

A cet égard, un Sommet Extraordinaire est prévu début 2015 afin de débattre sur l'industrialisation, et finalement approuver le RISDP Révisé.

En ce qui concerne le développement de l'infrastructure, l'année 2014 a vu la vision de l'Afrique australe en tant qu'économie émergente avec une infrastructure qui fonctionne d'un bout à l'autre de la région, se rapprocher de la réalité lorsque la région a approuvé une déclaration qui vise à renforcer la coopération dans le développement de projets régionaux d'infrastructure.

Lorsque l'infrastructure régionale telle que les artères routières, les voies de chemin de fer et les lignes de transmission d'électricité sont en bon état, cela établit la base pour de nombreux bénéfices, y compris la libre circulation de produits, services et population à travers la région, augmentant ainsi les contacts et le commerce intra-régionaux.

POLITIQUE	3
PAIX & SÉCURITÉ	4
ÉLECTIONS	5
PARITÉ DES SEXES	6
COMMERCE	7
ÉNERGIE	8-11
GESTION DE CATASTROPHE	12
SOMMAIRE COMMERCIAL	13
COOPÉRATION	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



2014 – Propulse l'intégration régionale

SUITE DE LA PAGE 1

La Déclaration SADC sur le Développement de l'Infrastructure Régionale accorde une attention particulière aux besoins de transport des pays enclavés, qui, "en raison de leurs circonstances géopolitiques, ont des besoins spéciaux pour le transport et les services de transit et supportent les coûts élevés pour la capacité et l'accès aux marchés externes."

La déclaration élabore sur le Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale qui fut lancé en 2012, visant un total de 418 projets d'infrastructure à exécuter d'ici 2027.

Ces projets d'infrastructure transfrontaliers couvrent les secteurs prioritaires de l'énergie, transport, tourisme, hydrologie, technologie de la communication et la météorologie.

Pour ce qui est de l'agriculture, la SADC a fait des progrès importants vers la sécurité alimentaire en approuvant la stratégie régionale pour l'alimentation et la nutrition afin de garantir que ses citoyens aient accès à une nourriture adéquate et nutritive.

Prévue à partir de la période 2015-2025, la Stratégie Régionale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle vise à servir de mécanisme régional pour faciliter la réalisation de l'accès universel physique, social et économique à une nourriture saine et nutritive pour garantir le bien-être de la population en Afrique australe.

L'adoption de stratégie par la SADC en 2014 est historique – elle fut déclarée par l'Union Africaine - Année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire.

La région SADC a également été le témoin d'un progrès important vers la promotion de l'usage et de la gestion durables

de l'environnement, à travers l'approbation du Protocole sur la Gestion Environnementale pour un Développement Durable.

Précédemment, la SADC détenait plusieurs protocoles traitant de divers aspects de l'environnement, la plupart étant de nature sectorielle et n'adoptant pas une approche holistique vers l'usage et la gestion durables.

Par conséquent, l'adoption du Protocole est une étape importante dans le processus d'harmonisation des lois qui traitent des questions environnementales.

En ce qui concerne la santé, la région a intensifié sa préparation et réaction pour superviser et empêcher la propagation de l'Ebola – une maladie mortelle qui a affecté des régions de l'Afrique de l'Ouest.

Parmi les États Membres, seule la République Démocratique du Congo (RDC) a signalé des cas d'Ebola, qui ont été rapidement traités, alors qu'aucun cas n'a été signalé dans les 14 autres États Membres de la SADC.

Cependant, les spécialistes médicaux ont remarqué que la souche d'Ebola en RDC est différente de celle de l'Afrique de l'ouest, et ne s'est pas propagée à partir de là, mais est une souche séparée qui est apparue dans les années 70.

Concernant la situation politique dans la région, l'Afrique australe a été témoin de développements positifs avec cinq pays organisant des élections nationales -- Botswana, Namibie, Malawi, Mozambique et Afrique du Sud.

En Namibie et au Mozambique, il s'agissait d'élections transitionnelles qui ont produit de nouveaux présidents: Hage Geingob du parti au pouvoir SWAPO et Filipe Nyusi du FRELIMO

respectivement, tandis que les Chefs d'État précédents ont quitté leur fonction après avoir achevé un mandat fixe.

La stabilité est également revenue au Lesotho, avec le soutien de ses voisins de la SADC.

Le Lesotho a été l'objet de difficultés politiques qui ont escaladé en août suite à la suspension du Parlement et d'une allégation de complot de coup.

La SADC, à travers son facilitateur Cyril Ramaphosa, qui est le Président Adjoint sud-africain, a facilité un dialogue entre les partis politiques du Lesotho pour aborder les problèmes du royaume des montagnes.

Les intervenants ont convenu d'avancer les Élections Générales à février 2015 au lieu de sa date originale de 2017, à une date qui sera fixée par le Roi Letsie III.

L'année 2014 a également vu la SADC annuler sa suspension sur Madagascar suite à la restauration de l'ordre constitutionnel dans le cadre d'un processus SADC de médiation.

La nation insulaire fut suspendue de la SADC en 2009 lorsque le pays a glissé dans les troubles après que le leader de l'opposition se soit emparé du pouvoir. Cependant, prenant note des Progrès dans la résolution de l'ordre constitutionnel à Madagascar, la SADC a invité le pays à reprendre sa participation dans toutes les activités SADC.

D'une perspective politique, 2014 fut plutôt stable avec une paix relative dans les zones les plus imprévisibles de la région telles que la RDC, bien que les derniers développements à l'est du pays demeure un sujet d'inquiétude.

En ce qui concerne le commerce, la SADC en

coopération avec d'autres communautés économiques régionales -- le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) sont sur le point de signer un accord historique visant à établir un marché plus large couvrant 26 pays.

L'accord stimulera le commerce intra-régional, augmentera l'investissement et fera la promotion du développement d'infrastructure transrégionale, telle que la "Grande" Zone de Libre Échange (FTA) qui a une population combinée de 600 millions d'habitants et un Produit Intérieur Brut d'environ US\$1 trillion, couvrant la moitié des états membres de l'Union Africaine, jusqu'à la totalité des régions de l'Afrique australe et orientale – du Cap au Caire.

Le Président zimbabwéen Robert Mugabe est devenu le président de la SADC en 2014, succédant à son homologue Malawien, Président Peter Mutharika, durant le Sommet SADC tenu en août.

Mugabe sera secondé par le Président du Botswana Seretse Khama Ian Khama, puisque le Sommet SADC 2015 aura lieu au Botswana.

Les Présidents Armando Guebuza du Mozambique et Hifikepunye Pohamba de la Namibie ont fait leurs adieux en tant que dirigeants de l'Afrique australe durant le Sommet SADC.

Les deux leaders qui ont servi leur second et dernier mandat conformément à leurs constitutions nationales, ont été instrumentaux dans la progression du programme d'intégration régionale, et sont de fermes partisans de la notion que les états membres de la SADC ont beaucoup à gagner à collaborer. r

Stratégie SADC et Plan d'Action pour une Croissance Verte

LA SADC a entrepris de rédiger une Stratégie et un Plan d'Action pour une Croissance Verte qui décrivent comment la région peut satisfaire à ses besoins de développement tout en réduisant les vulnérabilités socio-économiques et environnementales et les contraintes de ressource.

Afin de faciliter la finalisation de la stratégie, en novembre, le Secrétariat SADC a organisé un atelier de validation à Harare, Zimbabwe dont l'objectif était de permettre aux intervenants d'entériner le document provisoire.

Le développement de la stratégie provisoire a commencé après la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable tenue à Rio de Janeiro, Brésil en juin 2012.

Le résultat de cette conférence, communément connu en tant que Sommet Rio+20, fut un document intitulé "L'Avenir que nous voulons" qui établit le programme global pour un avenir durable – vers la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance globale durable et équitable.

En préparation de la conférence Rio+20, la région SADC a entrepris une révision pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du développement durable.

Le rapport d'évaluation a indiqué que la région avait plusieurs bons exemples qui témoignent d'un engagement en faveur du développement durable. Cependant, l'impact de ces efforts était insuffisant pour contribuer à une nette réduction de la pauvreté.

Le rapport a également noté que les problèmes mis en relief 10 ans plus tôt dans le Plan d'Action de Johannesburg demeurent pertinents aujourd'hui.

L'évaluation a identifié plusieurs facteurs qui affectent les progrès vers la réalisation d'un développement durable

dans la SADC, y compris la multiplicité des programmes de développement, les faiblesses institutionnelles et le manque de capacité.

Une mauvaise application des politiques et des réglementations fut identifiée comme goulot d'étranglement. Il fut observé que bien que la région SADC possède de nombreuses structures politiques, l'exécution demeure un gros obstacle en raison d'une variété de contraintes nationales, régionales et globales.

Il fut en outre noté qu'un recours trop systématique de la région et des États Membres individuels sur les bailleurs de fonds a compliqué l'exécution prévisible et à long-terme.

L'évaluation a également identifié des obstacles nouveaux et émergents qui ont aggravé la lenteur des progrès vers la réalisation d'un développement durable. Ceux-ci incluent la sécurité alimentaire globale, les prix élevés du pétrole et la crise économique globale qui entravent les efforts vers un développement durable.

D'autres difficultés émergentes incluent la hausse de la pauvreté, l'impact du VIH et SIDA, la disparité des sexes, l'échec à créer des opportunités d'emploi, d'entrepreneuriat et de commerce et de combattre la marginalisation dans un monde globalisé.

Le rapport fait plusieurs recommandations visant à renforcer une croissance durable, entre autres, la nécessité de complètement intégrer l'économie verte et les concepts de croissance verte.

En réponse à ces conclusions, et à l'évaluation des résultats de Rio+20, la SADC s'est embarquée sur un programme pour développer une Stratégie Régionale et un Plan d'Action pour la Croissance Verte pour le Développement Durable qui facilitera la réalisation équilibrée et accélérée des objectifs

convenus ancrés sur les trois piliers du développement durable notamment la durabilité environnementale, le bien-être économique et l'équité sociale. Il est prévu que l'économie verte aidera à remanier les économies de manière à lier la croissance économique et la protection environnementale.

L'exécution de ces résultats et de ces recommandations exigera des efforts concertés, durables et conjugués aux niveaux national et régional.

La SADC a développé plusieurs stratégies, protocoles, politiques et programmes, y compris le Plan Directeur pour

le Développement de l'Infrastructure Régionale, la Structure pour le Développement Industriel de la SADC, la Politique Régionale provisoire sur l'Agriculture et les divers protocoles.

La Stratégie Régionale proposée pour une Croissance Verte et le Plan d'Action devraient, par conséquent, décrire comment l'exécution de ces stratégies et politiques peut complètement exploiter les concepts de l'économie verte de manière à garantir l'épargne de ressource qui permettra à la région de répondre aux besoins associés à son développement. r

Objectifs de la Stratégie SADC pour la Croissance Verte

La Stratégie et le Plan d'Action pour la Croissance Verte viseront spécifiquement à:

- décrire les processus à adopter pour la région et les États Membres favorables au développement d'une série coordonnée de processus participatifs et continuellement en amélioration d'analyse, débat, renforcement de capacité, planification et investissement, qui cherchent à intégrer les objectifs économiques à court et long terme, sociaux et environnementaux;
- renforcer l'économie verte et promouvoir la croissance durable;
- promouvoir les politiques et l'investissement vers un éventail de secteurs verts tels que les technologies et les industries Eco énergétiques, l'énergie renouvelable, les services d'hydrologie, le transport non polluant, la gestion des déchets et la construction verte en vue d'aborder le problème de la pauvreté;
- contribuer vers le développement axé sur la population, le développement socio-économique de la région en renforçant l'intégration des biens environnementaux et autres biens naturels dans les économies nationales;
- réduire les disparités sociales en suggérant une structure accélérée pour mettre en place les Objectifs de Développement du Millénaire et les dispositions finales de Rio+20, tout en renforçant les opportunités égales et les identités culturelles;
- fournir des recommandations concrètes pour améliorer la gouvernance aux niveaux local, national et régional qui intègrent complètement l'économie verte; et
- fournir les outils pour les analyses de politiques et les programmes existants afin de renforcer la consistance et la cohérence qui fera la promotion du développement durable. r



Vers la stabilité au Lesotho

SUITE À la récente crise politique, des progrès importants ont été réalisés par le Royaume du Lesotho afin de restaurer la stabilité.

Le médiateur de la SADC, le Président Adjoint Sud-africain - Cyril Ramaphosa, a mené l'effort régional pour créer la paix et la stabilité au Lesotho après les perturbations dans le pays en août.

La médiation de la SADC a eu pour résultat la signature de la Déclaration de Médiation de Maseru en octobre et à l'Accord de Sécurité de Maseru en novembre.

Des progrès tangibles ont été réalisés avec la

signature de ces accords, aboutissant à :

- La reprise des sessions du parlement en octobre;
- La dissolution du parlement en décembre;
- L'accord d'avancer les élections en février 2015 à



Premier Ministre du Lesotho, T. Thabane (à gauche) avec le président de la SADC, Président R.G. Mugabe du Zimbabwe

une date fixée par le Roi Letsie III; et,

- Trois officiers supérieurs des Forces de Défense du Lesotho et des Services de la Police Montée prenant un congé autorisé, avec des visites de travail dans plusieurs pays africains.

L'accord d'organiser des élections anticipées a émergé des décisions des Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC pour soutenir le retour du Lesotho à la normalité politique et stabiliser la sécurité dans le pays.

Cela fut ratifié par tous les partis politiques du Lesotho qui ont signé

la Déclaration de Médiation de Maseru présentée par la mission SADC d'observation menée par Ramaphosa.

Le pays a tenu ses dernières élections en mai 2012 et les prochaines étaient prévues pour 2017.

Ramaphosa s'est rendu plusieurs fois à Maseru depuis la signature des accords, afin d'aborder la situation politique qui fut présumée déclenchée lorsque le Premier Ministre du Lesotho Thomas Thabane, confronté à un vote de défiance, a suspendu le Parlement en juin après que des problèmes au sein de la Coalition Gouvernementale Sainte apparus en 2012.

Le Roi Letsie III a exprimé sa gratitude à la SADC pour avoir facilité les processus de paix dans son pays.

"Au nom de la Nation Basotho, j'aimerais exprimer notre profonde gratitude à la SADC d'être venue rapidement à notre secours à ce moment critique de notre parcours politique," a déclaré le Roi durant la réouverture du Parlement en novembre.

Le Roi a annoncé à la chambre de 120 représentants et aux invités spéciaux - y compris Ramaphosa et le Secrétaire Général de la SADC, Dr. Stergomena Lawrence Tax - que le Basotho devrait mettre les intérêts de la nation avant tout autre et sauvegarder et préserver la paix et la réconciliation.

Ramaphosa a également ajouté qu'un environnement pacifique, stable et protégé est essentiel pour l'organisation d'élections réussies au Lesotho l'année prochaine.

"Pour organiser ces élections anticipées, il est crucial de garantir que le peuple du Lesotho puisse exercer son droit démocratique de voter dans un environnement pacifique, stable et protégé," ajouta-t-il. r

Malawi, Mozambique, Tanzanie discutent sur les questions de frontières

TROIS PAYS de l'Afrique Australe ont conclu leur révision annuelle et session de planification pour réaffirmer leurs frontières internationales.

Les délégués du Malawi, Mozambique et de la République Unie de la Tanzanie se sont réunis à Dar es Salaam en décembre afin de discuter des problèmes relatifs à leurs frontières communes.

Les trois pays, qui participent au Programme de Frontière de l'Union Africaine (AUBP) depuis 2008, étaient chacun représentés par cinq membres de ministères pertinents dédiés aux questions de frontières.

L'AUBP vise à faciliter la délimitation et la démarcation des frontières africaines ou un exercice de cette nature n'a pas encore pris place, ainsi que de promouvoir une coopération transfrontalière.

Prenant la parole durant la session, le secrétaire permanent au Ministère Tanzanien de

l'Aménagement du Territoire, Alphayo Kidata a insisté sur

l'importance de manière efficace le programme de frontière afin de garantir la paix et le développement durable.

"Pour garantir la protection et la sécurité des générations futures et afin de transférer notre focus en particulier vers le programme de développement, il nous incombe de résoudre nos disputes de frontière grâce à une meilleure coopération et dialogue," précisa-t-il.

La réunion a réfléchi sur les progrès réalisés par les États Membres de la SADC dans la délimitation et la démarcation au cours de l'année écoulée.

La réunion a fourni une plateforme pour trois pays afin d'échanger des expériences et



des leçons apprises découlant de leurs activités communes de gestion de frontière.

Un des faits marquants de la session fut le transfert officiel d'une étude aérienne (LiDAR survey) qui fut menée le long de la frontière ouest Malawi-Mozambique.

La frontière forme la base de la délimitation et démarcation de la frontière entre les deux pays et leur permettra de procéder à l'abornement en 2015. r



Transition en douceur de dirigeant dans la SADC

LES RÉCENTES élections en Afrique australe ont encore une fois prouvé que la région est capable de tenir des élections qui soient conformes aux principes nationaux et régionaux tout en respectant les standards internationaux et régionaux. Après le bon déroulement des scrutins en Afrique du Sud et Malawi en mai, trois autres États Membres de la SADC ont voté au cours d'élections cruciales en octobre et novembre – Botswana, Mozambique et Namibie. Deux des élections étaient importantes du fait qu'elles ont produit de nouveaux dirigeants pour leurs pays. Au Mozambique et en Namibie, les élections ont vu de nouveaux présidents élus, avec une transition en douceur de la direction multipliant les références de démocratie dans la SADC. r

Hage Geingob – Troisième président de la Namibie

LE SWAPO a remporté une victoire écrasante dans les élections générales tenues en Namibie en novembre, avec le candidat présidentiel Hage Geingob remportant 87 pourcent des votes.

Geingob, aujourd'hui Premier Ministre, sera assermenté en tant que Président de la Namibie en mars l'année prochaine. Il est devenu le troisième président de la Namibie depuis que le pays a gagné son indépendance de l'occupation apartheid sud-

africaine en mars 1990 après 24 ans de conflit armé.

En mars, Geingob succède à Hifikepunye Pohamba, président depuis 2004. Sam Nujoma fut le premier président post-indépendance à partir de mars 1990.

Selon les résultats finaux annoncés par la Commission Électorale de la Namibie (ECN), le SWAPO a obtenu 80 pourcent des suffrages et 77 sièges à l'Assemblée Nationale aux élections parlementaires tenues le 28 novembre.

Mozambique: Victoire du candidat présidentiel du Frelimo

LES ÉLECTIONS tenues au Mozambique le 15 octobre ont produit le quatrième dirigeant du pays depuis l'indépendance en 1975.

L'ancien Ministre de la Défense Filipe Nyusi du parti au pouvoir Frelimo a remporté les élections présidentielles avec 57 pourcent des votes.

C'est la première transition de la génération d'après guerre au Mozambique puisque Nyusi était trop jeune pour se battre durant la décennie de guerre pour la libération qui a mis fin à l'occupation colonial portugaise en 1975, bien qu'il ait une étroite connexion avec la lutte pour la libération, dans laquelle ses parents étaient tous deux actifs.

Il devient le premier président originaire du nord du vaste pays qui s'étend sur 2 470

kilomètres le long de la côte sud-est de l'Afrique.

Il succède à Armando Guebuza, qui quittera la Présidence en début 2015 après avoir terminé son deuxième et dernier mandat comme stipulé par la constitution mozambicaine, bien qu'il reste Président du parti Frelimo.

Le leader de l'opposition Renamo, Afonso Dhlakama a recueilli 37 pourcent des votes (plus du double des 16 pourcents gagné en 2009), tandis que Daviz Simango, leader du Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM), a reçu 17 pourcents des votes.

Le Frelimo a gagné la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale de 250 membres avec 144 sièges. Le Renamo et le MDM ont respectivement obtenu 89 et 17 sièges. r

Son adversaire direct, l'Alliance Démocratique Turnhalle (DTA), n'a pu obtenir que cinq sièges tandis que le Rallye pour la Démocratie et le Progrès (RDP) a glané trois sièges aux élections annoncées comme premier scrutin électronique de l'Afrique, dans lesquelles des machines électroniques étaient utilisées.

Les 11 sièges restants furent partagés entre les 13 autres partis politiques qui ont contestés les élections.

La Namibie utilise un système majoritaire pour les élections présidentielles, dans lequel le candidat qui a obtenu plus de 50 pourcent des votes est déclaré vainqueur, et la Représentation Proportionnelle (RP) est utilisée pour les élections législatives.

Dans le cadre du système RP, chaque parti politique soumet une liste de candidats et les partis reçoivent des sièges proportionnelles à leur portion globale du vote national.

Lors des dernières élections en 2009, le SWAPO a gagné 54 sièges, avec le RDP en obtenant huit. Le Front Démocratique Uni de la Namibie, l'Organisation Nationale de l'Unité Démocratique et la DTA, le Parti Populaire, le Congrès des Démocrates, le Parti Républicain de la Namibie et l'Union Nationale de l'Afrique Sud Ouest ont obtenu chacun un siège.

Geingob a vaincu huit rivaux par une majorité écrasante dans un scrutin présidentiel concurrent, garantissant 87 pourcent des votes valides. r

Botswana: Le BDP garde le pouvoir

LE PRÉSIDENT du Botswana Seretse Khama Ian Khama fut réélu pour un second et dernier mandat après que son parti ait remporté une victoire probante aux élections tenues le 24 octobre.

Le Parti Démocratique du Botswana au pouvoir a obtenu 33 des 57 sièges parlementaires tandis que l'opposition Umbrella for Democratic Change (UDC) a obtenu 14 sièges et le Parti du Congrès du Botswana a pris deux sièges.

Le Botswana utilise un système électoral uninominal de circonscription pour les élections de Membres du Parlement (MPs). Les MPs élus agissent ensuite en tant que collège électoral pour choisir le Président.

Le Parlement du Botswana compte 63 sièges, desquels 57 sont remplis par votes directs. Quatre sièges réservés pour le parti majoritaire au Parlement, tandis que le Président et l'Avocat Général sont membres ex-officio.

Plusieurs partis politiques et candidats indépendants ont pris part aux élections. Aux dernières élections tenues en 2009, sept partis et 15 candidats indépendants ont pris part aux élections, qui a vu le BDP gagner 45 des 57 sièges électifs. r



2015 : Année de Responsabilisation des Femmes et du Développement vers le Programme Afrique 2063

“Des Promesses à la Réalisation”

UN RÉSEAU de connaissance SADC des partenaires régionaux et nationaux pour la parité des sexes a développé un plan d'action pour renforcer le soutien au Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement à travers un éventail de produits de connaissance, avec pour thème “Des Promesses à la Réalisation”.

Le réseau traque les objectifs régionaux tels que 50:50 de femmes et d'hommes en position de prise de décision d'ici 2015, et une série d'autres politiques et objectifs pour exécution dans le cadre du Protocole, et produit le *Suivi SADC sur la Problématique des Genres* à deux ans d'intervalles, avec la prochaine édition prévue en 2015.

L'initiative est menée par l'Unité SADC sur la Problématique des Genres et l'Institut Au Delà des Inégalités Sexospécifiques, un département du Centre pour la Recherche et la Documentation en Afrique Australe (SARDC). Les publications sont disponibles en format imprimé et électronique.

SARDC collabore depuis longtemps dans le domaine de la connaissance avec divers secteurs de la SADC. Ce partenariat a eu pour conséquence des publications de référence fiables qui sont largement utilisées dans plusieurs pays et de manières diverses, y compris les décideurs, les parlements et les universités et a contribué au processus de sensibilisation à travers les frontières sur la parité des sexes dans la région.

Le plan d'action fait partie d'une révision stratégique pour un projet régional en cours intitulé *Au delà des inégalités* qui examine le statut des femmes de la région, et la perspective, avec une série de profils régionaux et nationaux à mettre à jour pour la troisième fois depuis la Quatrième Conférence Mondiale sur la Femme à Beijing en 1995.

Ce partenariat a soutenu le

développement de la Déclaration SADC sur la Problématique des Genres en 1997, et le Protocole SADC sur la Problématique des Genres et le Développement, et soutient aujourd'hui le suivi des progrès vers la mise en oeuvre, tandis que la vision d' "au delà des inégalités" devient plus proche de la réalité.

Le Protocole SADC sur la Problématique des Genres et le Développement est entré en vigueur le 22 février 2013 après que les deux-tiers requis des États Membres de la SADC l'aient ratifié. Le Protocole a été signé par 13 États Membres, exceptés le Botswana et l'Île Maurice.

La session de révision de stratégie avec la SADC et les partenaires nationaux du secteur de la connaissance fut conçue pour envisager le travail du réseau de connaissance sur la problématique des genres pour la prochaine période de planification dans le contexte de suivi des problèmes existants et émergents.

La révision de la stratégie a eu lieu dans le contexte de Beijing +20, et de l'Union Africaine déclarant 2015 “Année de

Les ministres appellent à l'intégration des genres dans le secteur hydrologique

LES MINISTRES responsables des eaux, de l'assainissement, de l'environnement et du développement en Afrique ont adopté une déclaration les engageant à accélérer l'exécution d'une politique et d'une stratégie continentales pour intégrer la sexospécificité dans le secteur de l'hydrologie.

Les ministres, qui se sont réunis en marge d'une Conférence sur la Problématique des Genres et l'Hydrologie tenue à East London, Afrique du sud en novembre ont convenu d'augmenter les efforts pour mettre en place la politique et stratégie du Conseil des Ministres Africains sur l'Hydrologie (AMCOW) pour l'intégration de la sexospécificité dans le secteur de l'hydrologie sur le continent.

Les mesures convenues comprennent l'établissement ou le renforcement de bureaux

Responsabilisation des Femmes et du Développement vers le Programme 2063 de l'Afrique”.

L'Atelier Régional de Révision de la Stratégie des Partenaires du secteur de la Connaissance sur la Problématique des Genres fut organisé par l'Institut SARDC Au delà des Inégalités des Genres et financé par OSISA. Le lieu était Harare, puisque le Zimbabwe occupe actuellement la présidence de la SADC et deviendra président de l'Union Africaine l'année prochaine.

Prononçant le discours liminaire, la directrice de l'Unité SADC sur la Problématique des Genres, Magdeline Mathiba-Madibela, expliqua que les produits de la connaissance produits par le réseau sont une part essentielle du partage de progrès et de pratiques efficaces de part et d'autres des frontières de la région SADC.

Le Secrétariat travaille avec les États Membres pour les assister dans l'harmonisation de leurs lois et politiques sur la parité des sexes

au Protocole. Le Mozambique, la Namibie, Les Seychelles, le Swaziland, l'Afrique du Sud et la Zambie ont terminé le processus.

Le Secrétariat de la SADC a également mené un processus interne d'intégration de la sexospécificité par le biais de points focaux dans toutes les divisions, en utilisant l'outil SADC sur l'Intégration de la Sexospécificité qui fut conçu pour faciliter l'intégration des problèmes de parité des sexes dans toutes les politiques, projets et activités de la SADC afin de garantir que l'environnement de travail soit sensible à la sexospécificité et fournissent des opportunités et des traitements équitables et des femmes et des hommes.

A la fin de 2014, après un service long d'une décennie qui a vu le développement et la mise en vigueur du Protocole SADC sur la Problématique des Genres et le Développement, Mathiba-Madibela se retirera de la direction de l'Unité SADC sur la Problématique des Genres. r

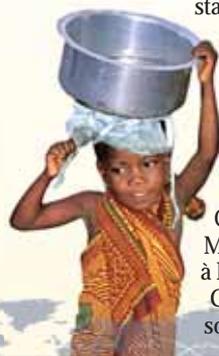
nationaux sur la problématique des genres et l'hydrologie ainsi qu'une Unité sur la Problématique des Genres au sein du Secrétariat AMCOW d'ici 2015; et le développement d'objectifs nationaux et d'une structure de supervision et évaluation pour chacun des sept piliers de la politique et la stratégie AMCOW sur la sexospécificité, y compris les indicateurs désagrégés sur la parité hommes-femmes dans le contexte africain d'ici 2016.

D'autres mesures incluent la nécessité d'un rapport annuel par les États Membres sur les progrès de chacun des sept piliers de la politique et la stratégie; l'harmonisation de la rédaction de rapport sur la stratégie sexospécifique d'AMCOW avec d'autres engagements en matière de rapport non sexiste, et l'introduction proposée d'une

journee sur la Parité des Sexes durant la Semaine biannuelle sur l'Hydrologie en Afrique à partir de 2016.

L'Administrateur Général de Programme dans le Secteur des Eaux de la SADC, Phera Ramoeli a durant la conférence dit qu'un projet sur l'intégration de la sexospécificité dans la gestion des eaux transfrontalières était en cours comme l'un des exemples de contribution SADC pour réaliser l'intégration dans le secteur de l'hydrologie.

Les délégués de la conférence comptaient parmi eux des représentants de groupes communautaires, de la société civile, les agences de développement, le milieu universitaire, et les institutions de gouvernance et de gestion des eaux de chacune des cinq sous-régions de l'Afrique. □





Inauguration de la Grande ZLE fixée pour décembre

par Kizito Sikuka

LA VISION à long terme de l'Afrique envisage un continent intégré, prospère et uni.

Cette vision se rapproche de la réalité en décembre 2014 avec l'inauguration du plus grand marché intégré couvrant 26 pays de l'Afrique de l'est et australe.

Communément appelée Zone Tripartite de Libre Echange (ZTLE), le marché intégré sera composé du Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de Est (EAC) et la SADC.

L'établissement d'un marché unique et élargi est supposé relancer le commerce intra-régional et renforcer l'intégration régionale grâce à l'amélioration des flots d'investissement et au renforcement de la compétition.

En fait, cet arrangement intégré créera une population combinée d'environ 625 millions d'habitants couvrant la moitié des états membres de l'Union Africaine (UA) et un Produit Interne Brut de près de US\$1,2 trillion.

Le projet de la Grande ZLE est prévu pour inauguration en décembre durant le Sommet Tripartite qui aura lieu en Égypte.

Cela faite suite à une série d'intenses consultations et négociations qui durent depuis 2008 lorsque les trois communautés économiques régionales se sont engagées à travailler ensembles sur l'intégration régionale durant leur sommet historique tenu à Kampala, Ouganda.

L'engagement dont ont fait preuve les trois communautés économique a désormais porté fruit puisque la Grande ZLE est proche de devenir une réalité.

Réuni à Bujumbura, Burundi le 24 et 25 octobre, Le Comité Sectoriel Tripartite des ministres du COMESA-EAC-SADC ont convenu d'inaugurer la Grande ZLE en décembre, disant que la région est prête pour un marché intégré.

"La décision de lancer la ZLE Tripartite a pris en compte le fait que la majorité des Mandants Tripartite/ États Partenaires ont fait des offres tarifaires ambitieuses et ont convenu des Règles d'origine qui seront appliquées dans l'interim tandis qu'un travail approfondi continue sur des Règles d'Origine spécifiques," a annoncé dans une déclaration le Secrétaire Général du COMESA, Sindiso Ngwenya.

Ngwenya est le président du Groupe de Travail Tripartite COMESA-EAC-SADC.

Selon le plan développé par les trois communautés économiques régionales en juin 2011 à Johannesburg, Afrique du Sud, l'inauguration de la Grande ZLE était prévue pour juin 2014.

Cependant, cela s'est avéré impossible en raison d'une combinaison de facteurs parmi lesquels des ressources financières limitées, ainsi que la lenteur des négociations sur des points majeurs saillants tels que l'accord sur les Règles d'Origine, des solutions commerciales et le règlement de différends, la coopération des douanes, les procédures de documentation et d'instruments facilitant le transit.

Les négociations pour la ZTLE ont été menées en trois phases différentes – la phase préparatoire, la phase un et la phase deux.

La phase préparatoire a surtout couvert l'échange de toutes informations pertinentes y compris les tarifs nationaux appliqués ainsi que les données et mesures commerciales.

Phase un des négociations a couvert entre autres l'essentiel des questions de la ZLE sur la libéralisation tarifaire, les règles d'origine, les procédures douanières et la simplification de la documentation des douanes, les procédures de transit.

La facilitation du mouvement d'entrepreneurs au sein de la région fut négociée parallèlement à la première phase.

Le dernier stade des négociations, qui est la phase deux, traite de commerce de services et des questions relatives au commerce y compris les droits à la propriété intellectuelle et au développement du commerce et de la compétitivité.

Les négociations dans le cadre de cette phase sont continues et tire à leur fin en temps voulu pour le lancement historique de la Grande ZLE en décembre.

Les plans pour établir le plus vaste marché intégré de l'Afrique

sont assidument suivis par l'UA et d'autres communautés économiques régionales sur le continent qui veulent s'inspirer de cette expérience.

Dans le cadre du Traité de la Communauté Économique Africaine signé en 1991, l'Afrique vise à établir une ZLE au niveau continentale et le marché unique imminent est considéré comme une des composantes de l'objectif continental.

Cependant, une fois opérationnelle, la ZTLE sera utilisée comme repère pour une intégration régionale et continentale plus poussée en Afrique.

En fait, la Commission de l'UA considère l'accord tripartite comme "meilleure pratique" que d'autres communautés régionales devraient émuler vers la réalisation de la vision de l'Afrique en tant que continent intégré, prospère et uni.

"L'accord Tripartite COMESA - EAC - SADC représente la meilleure pratique que les autres CER sont encouragées d'émuler de manière à accélérer l'harmonisation de leurs programmes et activités," lit une partie du dernier rapport sur le Statut de l'Intégration en Afrique publié par la Commission de l'UA.

L'accord tripartite n'est pas une nouvelle structure juridique, ni une nouvelle communauté économique régionale, mais plutôt une tentative de fusionner différentes organisations régionales dans la Communauté Économique Africaine.

Le COMESA, l'EAC et la SADC ont tous promis de contribuer au succès de l'accord tripartite. sardc.net





par Joseph Ngwawi

L'ACCÈS À une énergie propre durable fait désormais partie du programme international de développement durant les deux décennies écoulées, reflétant la reconnaissance globale du rôle important joué par l'énergie dans la prestation de services de base, dans la création d'emplois et la génération de revenus.

Largement considérée comme "Objectif Manquant du Millénaire pour le Développement (OMD)", l'énergie a un impact direct sur le bien-être de la population, facilitant l'approvisionnement en eau et alimentant la contribution agricole, aidant à la prestation des services de santé et de l'éducation, créant des emplois et contribuant à l'ensemble de la durabilité environnementale.

Selon la Banque Africaine pour le Développement (BAD), la région a le potentiel de devenir "une mine d'or" pour l'énergie renouvelable en raison des ressources solaires et éoliennes abondantes qui sont aujourd'hui largement recherchées par les investisseurs internationaux dans leur quête d'énergie propre.

Par exemple, le potentiel général d'hydro énergie dans les pays de la SADC est estimé à environ 1 080 térawatts heures par année (TWh/an) mais la capacité en cours d'utilisation est juste en dessous de 31 TWh/an. Un térawatt est égal à un million de mégawatts (MW).

La région SADC est de plus largement dotée de cours d'eau tels que les fleuves du Congo et du Zambèze, avec le Barrage d'Inga situé sur le fleuve du Congo ayant le potentiel de produire environ 40 000 MW d'électricité, selon le SAPP.

En ce qui concerne la géothermie, le Programme sur l'Environnement des Nations Unies et le Fond pour l'Environnement Mondial estime qu'environ 4 000MW d'électricité est disponible le long de la Vallée du Rift dans la République Unie de la Tanzanie, le Malawi et le Mozambique.

Cependant, à l'heure actuelle, les niveaux de pénétration et d'usage de l'Énergie Renouvelable (ER) à travers la région est faible.

Ce fait est largement attribué au manque de structures juridiques et réglementaires efficaces qui soutiendraient le développement du marché.

Il existe des preuves flagrantes de sous-consommation d'ER à travers la région malgré l'abondance des ressources pour produire de l'ER.

Énergie renouvelable L'avenir du secteur de l'énergie de la SADC

Par exemple, les recherches ont démontré que la plupart des pays en Afrique australe reçoivent plus de 2 500 heures de lumière solaire par an. Ceci parce que la région SADC, et en fait la totalité du continent africain reçoit de la lumière solaire pendant toute l'année.

Dans la majorité des cas, les projets ER, en particulier ceux impliquant plusieurs États Membres de la SADC, tardent à prendre leur essor. Ceci est en partie attribué aux obstacles associés au commerce transfrontalier car les intérêts nationaux ont tendance à prendre le pas sur les besoins énergétiques de la région.

Il est, donc, nécessaire d'adopter des mesures afin de stimuler l'utilisation des produits et technologies ER. De telles mesures stipulent de rendre obligatoire pour les industries d'électricité d'acheter de l'ER ou d'approvisionner une certaine proportion de leur électricité à partir des sources renouvelables ainsi que le développement d'un marché garanti.

Il est également nécessaire d'harmoniser la structure sous-régionale d'ER qui, entre autres, résultera dans la réduction des coûts d'investissement dans les technologies d'ER et l'amélioration de la fiabilité de la qualité des services d'énergie renouvelable.

Avec tous leurs avantages, l'installation des systèmes solaires n'est pas bon marché; selon la BAD, un système typique pour usage domestique dans la région coûte entre US\$500 et US\$1 000.

Il est également nécessaire de souligner l'importance de la participation communautaire dans le développement de produits et technologies ER afin de garantir l'appropriation et l'acceptation de nouvelles sources d'énergie.

La participation communautaire est clé pour l'édification d'une société habilitée et ajoute de la valeur grâce à l'infusion des

systèmes de connaissance indigène dans le secteur ER.

C'est dans cette optique que la région SADC développe un centre pour promouvoir l'utilisation des produits et technologies ER.

Le projet du Centre SADC pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité de l'Énergie (SACREEE) est supposé augmenter l'utilisation de l'énergie propre en Afrique australe, permettant à la région d'aborder ses problèmes d'énergie.

Il fera, entre autres, la promotion de l'adoption de marché de l'ER et des technologies et services d'efficacité de l'énergie dans les États Membres de la SADC.

Le centre est censé contribuer substantiellement au développement d'une énergie renouvelable prospère au niveau régional et de marchés d'efficacité énergétique grâce au partage de connaissance et au conseil technique dans les domaines de politique et réglementation, de coopération technologique, développement de capacité, ainsi que la promotion de l'investissement.

Plusieurs partenaires coopérants tels que l'Agence Autrichienne de Développement et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO) ont promis d'apporter une aide financière au centre durant les trois premières années. Après quoi, le centre devra être auto-suffisant.

L'instauration du centre est supposée se faire en trois phases, la première impliquera la sélection d'un pays d'accueil et l'établissement du Secrétariat du SACREEE, qui sera responsable de la gestion quotidienne du centre.

L'équipe de gestion sera menée par un directeur général nommé par le conseil d'administration et sera composé de plusieurs niveaux de personnel permanent complété par des consultants et secondé par le personnel international si jugé nécessaire de temps à autre.



ÉNERGIE DE L'AFRIQUE AUSTRALE



2018: Date critique pour l'intégration énergétique, en attendant le délestage continue

Au moins cinq pays sont en lice pour le droit d'accueillir le centre. Des offres pour accueillir le SACREEE ont été reçues du Botswana, Mozambique, Namibie, Afrique du sud et Zimbabwe. L'offre de l'Afrique du sud est, cependant, sujette à l'approbation parlementaire.

L'instauration du SACREEE, y compris le choix du pays d'accueil, attend la tenue de la session annuelle des Ministres SADC de l'énergie.

La session des Ministres de l'Énergie était prévue pour septembre, mais fut repoussée après que le Malawi en raison de plusieurs difficultés n'ait pu accueillir la réunion. L'Île Maurice fut contactée pour servir d'option alternative.

La décision des ministres sera transmise au Conseil de la SADC en février 2015, qui à son tour donnera son approbation finale.

La Phase préparatoire, qui initialement devait durer de janvier à octobre 2014, devrait également voir la création et l'inauguration du conseil administratif du SACREEE et des commissions techniques.

La composition du conseil d'administration et de la commission technique sera convenue par les États Membres.

La durée de la Première Phase Opérationnelle est censée durer de fin 2014 à 2017 durant lequel le centre se concentrera principalement sur le développement de programme d'énergie renouvelable pour la région et la mobilisation de ressource.

La Seconde Phase Opérationnelle, de 2018 à 2021, concentrera ses activités afin de garantir la durabilité du centre après la sortie des partenaires coopérant internationaux tels que l'UNIDO. r

LE POOL Énergétique de l'Afrique Australe avertit que tous les pays de la SADC ont besoin d'une approche intégrée pour pallier aux contraintes électriques dans la région d'ici 2018, mais entre temps le délestage électrique continue.

Le Directeur du Centre de Coordination du Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP), Dr Lawrence Musaba, annonce que les objectifs pour 2014 ne seront probablement pas atteints en raison du manque d'investissement et de l'exécution tardive des projets d'énergie régionaux.

"Entre maintenant et 2018, les délestages électriques continueront en raison de l'absence de mise en oeuvre et de l'exécution tardives des projets énergétiques régionaux."

S'adressant aux délégués présents lors de la session de l'Association Régionale des Régulateurs d'Electricité (RERA) pour l'Afrique Australe aux Chutes Victoria, Zimbabwe, Musaba annonça que cette année, la région espérait commander 2 896 Mégawatts (MW), mais l'objectif ne sera probablement pas atteint.

"Les déficits énergétiques dans la SADC ont commencé en 2007 et présentement nous commandons des projets qui produisent 1100 mégawatts annuellement alors que la demande en électricité est en hausse," expliqua Musaba.

"Notre prévision de production pour la période 2014-2018 se monte à 28 000 MW. D'ici 2016, nous devrions surmonter le déficit si les projets sont exécutés. Il est nécessaire pour la région d'exécuter les projets prévus."

Le SAPP est constitué de 12 États Membres SADC continentaux qui ensemble gèrent un réseau énergétique régional, bien que certains pays ne soient pas encore interconnectés. r

Contexte de l'énergie renouvelable de la SADC

LES OPPORTUNITÉS et l'importance de l'énergie renouvelable sont largement reconnues au sein de la région SADC.

L'énergie renouvelable, qui est abondante dans la région, est l'énergie qui est continuellement et durablement disponible telle que l'énergie éolienne, solaire, la biomasse et l'hydro énergie.

D'autre part, l'énergie provenant de combustibles fossiles est encore disponible à un coût abordable. C'est le cas de l'Afrique du sud, dont l'énergie est basée sur le charbon.

Le développement d'une structure politique régionale harmonisée pour de l'énergie nouvelle et renouvelable a été identifié comme phase importante vers la réalisation de l'objectif de la SADC d'atteindre l'équilibre entre satisfaire les besoins en énergie de la région et garantir la durabilité de l'environnement.

La SADC travaille à la rédaction d'une Stratégie Régionale sur l'Énergie Renouvelable, qui cherche à promouvoir l'utilisation de l'énergie propre et de garantir que l'Afrique australe profite des nombreuses opportunités d'énergie renouvelable qui existent dans la région.

Selon la Division sur l'Énergie de la Direction SADC sur l'Infrastructure et les Services, presque tous les États Membres de la SADC ont des politiques sur l'énergie en place tandis que seuls trois à ce jour ont développé des politiques sur l'énergie renouvelable. Il s'agit de la Namibie, l'Afrique du sud et la Zambie.

Les données de la SADC montrent également que seules l'Île Maurice, l'Afrique du sud et la Zambie détiennent aujourd'hui des stratégies sur l'énergie renouvelable tandis que l'Île Maurice est le seul État Membre qui possède un plan directeur existant sur l'énergie renouvelable. r

Développement de l'infrastructure énergétique

Un pilier essentiel du RISDP Révisé

LE DÉVELOPPEMENT de l'infrastructure – y compris dans le secteur de l'énergie – figure parmi les principales priorités à poursuivre dans le cadre du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP).

Le RISDP Révisé, qui fut présenté durant le Sommet Ordinaire de la SADC des Chefs d'États et de Gouvernement aux Chutes Victoria, Zimbabwe en août, identifie quatre priorités majeures qui doivent être adoptées par la région à partir de 2015-2020.

Priorité A: cherche à promouvoir le développement industriel et l'intégration de marché par le biais, entre autres, du renforcement de la compétitivité productive et l'apport de capacité supplémentaire par les états membres ainsi que d'améliorer la circulation des marchandises et de faciliter l'intégration du marché financier et de la coopération monétaire.

La réunion des Ministres de l'Énergie est ajournée

LA RÉUNION annuelle des Ministres de l'Énergie de la SADC a été différée à une date postérieure. La réunion fournit une opportunité pour les ministres de l'énergie d'examiner le statut de l'énergie dans la région afin d'assurer que l'offre et la demande soient équilibrées.

Traditionnellement tenue en mars/ avril de chaque année, la réunion fut tout d'abord repoussée à septembre afin de permettre au pays d'accueil, le Malawi, de tenir ses élections générales en mai.

Le Malawi a indiqué qu'il lui était impossible d'organiser la réunion quelques mois après le scrutin duquel a émergé un nouveau gouvernement.

L'Île Maurice, étant le pays suivant par ordre alphabétique

Priorité B: est la provision et l'amélioration du soutien de l'infrastructure pour l'intégration régionale.

L'énergie est un élément essentiel de ce pilier du RISDP Révisé et un énorme travail préparatoire a été fait dans ce domaine afin de développer des politiques favorables, des systèmes et processus qui faciliteront grandement la préparation du projet ainsi que d'aider à attirer les investissements du secteur privé et de continuer à promouvoir les partenariats publics-privés.

Le Chef de la Direction SADC sur l'Infrastructure et les Services, Remigios Makumbe a réitéré l'engagement de la SADC à soutenir le secteur de l'énergie.

“Le secteur de l'énergie demeure vital au programme d'intégration régionale et il y a, par conséquent, un appel aux PCI (Partenaires Coopérants Internationaux) afin d'aligner leurs programmes aux priorités

sur la liste de l'organe régional de 15 membres, a été contacté pour organiser la session des ministres de l'énergie. Il n'y a pas encore de confirmation.

Un nombre de questions, y compris l'établissement d'un Centre SADC pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique, seront discutées pendant la réunion. D'autres points sur le programme portent sur le statut de l'exécution des décisions clés prise lors de la dernière réunion tenue au Lesotho en 2013 ainsi que certains projets prioritaires.

Les décisions de la réunion des ministres de l'énergie seront transmises au Conseil des Ministres de la SADC pour approbation finale à leur prochaine réunion prévue pour février 2015. r

régionales clés,” expliqua Makumbe.

Priorité D: porte sur la promotion des programmes spéciaux de la dimension régionale dans le cadre de catégories tels que l'éducation et le développement de ressources humaines; santé, VIH et SIDA et autres maladies transmissibles; la sécurité alimentaire et les ressources naturelles transfrontalières; l'environnement; les statistiques; la parité des genres; et la science, technologie et innovation, la recherche et le développement.

Les trois priorités ci-dessus seront renforcées par la Priorité C sur la promotion de la paix et de la coopération en sécurité comme condition préalable pour réaliser le programme d'intégration régionale.

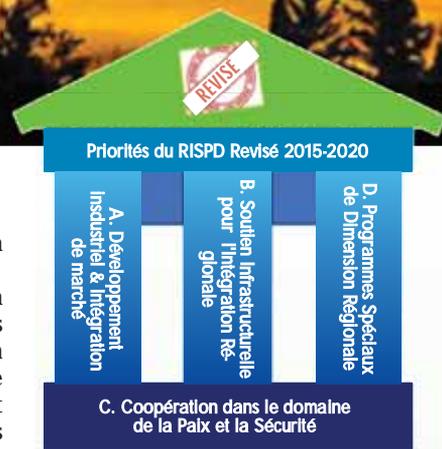
Le RISDP est un plan stratégique de 15 ans approuvé par les dirigeants de la SADC en 2003 comme plan directeur principal pour l'intégration régionale et le développement.

Le plan a au cours des dernières années subit un processus de révision, à commencer par un examen documentaire qui fut entrepris par le Secrétariat SADC en 2011.

En août 2013, le Conseil des Ministres a chargé le Secrétariat de la SADC à travailler avec les États Membres pour instaurer une équipe de travail à multiple intervenant avec pour responsabilité de finaliser le processus de révision du RISDP.

Le groupe de travail s'est réuni plusieurs fois en 2014 pour proposer de nouvelles priorités: les principaux axes de travail; les étapes importantes; les rendements, les objectifs et les échéances pour le reste de la période d'exécution.

Le résultat de ce travail est le RISDP Révisé (2015-2020) qui fut présenté pour approbation au Conseil des Ministres et des Chefs d'État et de Gouvernement durant le 34^{ème} Sommet SADC au Zimbabwe en août. r



La Tanzanie va investir dans l'énergie géothermique



LA RÉPUBLIQUE Unie de la Tanzanie explore les possibilités d'investir massivement dans l'énergie renouvelable, en particulier l'énergie géothermique.

Le Commissaire Adjoint pour l'Énergie Renouvelable au Ministère de l'Énergie et des Minéraux, Edward Ishengoma dévoila que le pays est doté de vaste réserves géothermiques, et dès que toutes ces sources seront explorées, la Tanzanie sera en mesures de vendre le surplus d'énergie au pays voisins.

Il précisa que la Tanzanie possède au moins 50 sources géothermiques identifiées, disséminées à travers le pays, qui sont encore à explorer.

“Nous voulons effectivement utiliser toutes les sources potentielles d'énergie disponibles dans le pays, y compris la géothermie, ajouta-t-il.

Il est estimé que le potentiel géothermique de la Tanzanie se monte à plus de 650 Mégawatts (MW), la majorité étant située au sein du Système du Rift de l'Afrique Orientale. *Tanzania Daily News* r



La Ligne de Transmission MoZiSa relancera le négoce d'électricité dans la SADC

par Kizito Sikuka

LA CONSTRUCTION d'une nouvelle ligne de transmission d'électricité reliant le Mozambique, l'Afrique du sud et le Zimbabwe est censée améliorer la connectivité et le négoce d'électricité en Afrique australe.

Communément surnommé - Projet de Transmission Mozambique-Zimbabwe-Afrique du sud (MoZiSa), l'entreprise

Un premier parc solaire pour la Namibie

IL EST prévu que la Namibie ait son premier parc d'énergie solaire en début 2015. Il produira environ 4,5 mégawatts d'électricité.

Selon les rapports, le Parc Solaire Omburu d'un montant de US\$10,8 million, propriété de l'investisseur français InnoSun, est situé à environ cinq kilomètres au sud d'Omaruru et est le premier projet d'énergie renouvelable en Namibie par un producteur en électricité indépendant (IPP).

Occupant près de 15 hectares de terre, le parc comprendra environ 30 000 panneaux solaires montés sur des supports "tracker" auto-réglables, qui leurs permettent de faire face au soleil tout au long de la journée, selon InnoSun.

Le Ministre Namibien des Mines et de l'Énergie, Isak Katali, a confirmé que le projet était une des initiatives des États Membres de la SADC pour exploiter ses abondantes ressources en énergie renouvelables.

"Nous continuerons à soutenir InnoSun parce qu'ils ont réalisé leurs projets," ajouta-t-il.



implique les trois pays qui sont tous connectés au réseau régional.

Tous les Services publique d'électricité de la SADC continentale, excepté l'Angola, le Malawi et la République Unie de Tanzanie, sont interconnectés par le biais du Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP), leur permettant de vendre mutuellement de l'électricité par un marché compétitif.

A cet égard, le projet de transmission MoZiSa a la capacité d'améliorer l'accès à l'électricité au moyen du réseau régional, permettant le transfert de l'électricité entre et parmi les états membres de la SADC.

Selon le SAPP, le projet MoZiSa est soutenu par les services publics respectifs des trois pays, notamment Electricidade de Moçambique (EDM), Eskom d'Afrique du sud et le Zimbabwe Electricity Supply Authority (ZESA).

Les trois services publics ont depuis signé un Protocole dans le but de développer l'inter connecteur et ont formé trois équipes pour le développement du projet commun. Les équipes - comité directeur, comité technique et comité commercial - ont été chargées de mener le processus d'exécution, qui sera coordonné par le SAPP.

Le SAPP est l'organe régional qui coordonne le planning, la production, la transmission et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe au nom des services publics des états membres.

L'Afrique australe considère le développement des lignes de transmission comme critiques pour aborder la situation de déficit d'électricité dans la région, qui date de 2007 lorsque la SADC a épuisé sa capacité de production d'excès en électricité et que plusieurs lignes régionales de transmission devenaient congestionnées.

En tant que tel, l'inter connecteur MoZiSa complètera les autres lignes régionales de transmission et facilitera le transfert d'électricité au sein du réseau SAPP.

De plus, il augmentera la stabilité dans le pool énergétique grâce à des interconnexions supplémentaires entre le puissant réseau du Sud et le faible réseau au Nord de la région, qui a été une source d'instabilité du réseau SAPP.

Intégrés dans le projet MoZiSa, il y aura plusieurs développements séparés pour compléter le projet afin de garantir que l'inter connecteur MoZiSa soit un succès.

Par exemple, au Zimbabwe il y aura une nouvelle sous-station à Triangle et une autre à Orange Grove.

Entre le Zimbabwe et l'Afrique du sud, l'inter connecteur Triangle-Nzhelele sera construit avec une ligne de 400kv qui s'étend sur 275 kilomètres. La construction d'une nouvelle ligne de 400kv à la station secondaire de Nzhelele est également prévue.

D'autres développements importants sont en cours de proposition entre le Zimbabwe et le Mozambique. Par exemple, une ligne de 185km de long/ 400kv sera développée interconnectant Orange Grove au Zimbabwe à l'inter connecteur d'Inchope au Mozambique.

De plus, une nouvelle station secondaire de 400/220kv à Inchope Mozambique sera établie, tandis qu'une ligne Inchope-Matambo de 360km de long/ 400kv et une ligne de 400kv qui s'étend sur 115km sera construite à Matambo-Songo.

Le SAPP a depuis reçu une subvention des Fonds d'Étude de Faisabilité pour la Préparation de Projet (PPFS), qui est soutenu par la Banque de Développement de l'Afrique Australe et l'Agence Française de Développement sera



utilisée pour mener une étude préliminaire pour la préparation du projet de transmission MoZiSa.

Un appel pour services de consultation a été lancé en août pour entreprendre une étude préliminaire et de conceptualisation qui comprend la révision des études techniques initiales et le travail déjà fait par les trois services publics et les conseils sur le travail technique sur les lignes de transmission proposées.

Le travail portera sur l'évaluation du haut niveau des risques inhérents au projet à divers stades de développement.

"Ces activités préparatoires permettraient aux sponsors du projet, au SAPP et aux bailleurs de fond de prendre les décisions nécessaires et informées concernant le financement pour l'Étude de Faisabilité Bancaire des projets," lit une partie des termes de référence pour les services de consultation pour l'étude préliminaire du projet de transmission MoZiSa.

Les manifestations d'intérêt pour des services de consultation ont clôturé le 10 septembre, et le SAPP est supposé bientôt annoncer les candidats vainqueurs.

L'annonce sera un pas important vers le début de l'exécution du projet de transmission MoZiSa. sardc.net

La SADC appelle à l'unité pour aider les populations vulnérables

LE SECRÉTAIRE Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax a exhorté la communauté internationale à dédier efforts et ressources pour assister les communautés et les pays vulnérables à faire face aux catastrophes naturelles.

Dr Tax a lancé cet appel durant la consultation régionale du Sommet Mondial Humanitaire pour l'Afrique australe et orientale, tenue à Pretoria, Afrique du sud fin octobre.

“Nonobstant la Structure SADC existante pour la Réduction de Risque de Catastrophe, nous devons être conscients du paysage en mutation et des réalités émergentes, et ainsi forger une approche régionale qui prend en compte la nature diverse des

obstacles humanitaires qui est liée à une approche globale et qui répond aux uniques obstacles humanitaires vécus par les pays individuels et les communautés,” déclara t-elle.

Elle ajouta que la région devrait commencer à élaborer une stratégie et “non pas attendre jusqu'au Sommet d'Istanbul en 2016 pour réaliser les changements qui doivent être effectués dès maintenant”.

Pour ce qui est du virus de l'Ebola qui a affecté plusieurs pays en Afrique de l'Ouest, le Secrétaire Général de la SADC a expliqué que la communauté globale devrait travailler ensemble pour combattre le virus mortel.

Elle ajouta que l'Ebola n'a pas uniquement menacé des vies humaines “mais a déjà eu un effet

désastreux sur l'économie des pays affectés' et a mis à rude épreuve des systèmes de santé déjà insuffisants.”

“Peut-être que la dimension la plus létale de ce fléau est son potentiel de détruire les accomplissements réalisés à ce jour en Afrique. L'Ebola est tellement conflictuelle que la majorité des pays ont adopté des politiques protectionnistes qui boycottent le pouvoir collectif de l'Afrique et le concept intégral de libre circulation des populations, marchandises et services,” informa t-elle.

“En effet il est nécessaire de réexaminer ce problème avec en vue l'objectif d'aborder et combattre l'Ebola dans un objectif commun et des efforts collectifs.” r

L'île Maurice est sur le point d'exécuter un programme pour l'adaptation des zones côtières

L'ILE MAURICE a obtenu une subvention du Fond d'Adaptation pour l'exécution d'un programme sur l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières du pays au cours des six prochaines années.

Le Programme d'Adaptation au Changement Climatique dans la Zone côtière de l'Île Maurice vise à accroître la résilience des communautés et des sources de revenu au changement climatique dans les zones côtières, principalement grâce à des mesures pour protéger le fragile écosystème du littoral et les caractéristiques communautaire à Mon Choisy et Rivière des Galets, ainsi que le développement et la mise en place de système d'alerte rapide pour les ondes de tempête sur l'Île Maurice..

Prenant la parole lors d'un atelier de lancement du projet, le Ministre Mauricien chargé de l'Environnement et du Développement Durable, Devanand Virahsawmy, a déclaré qu'en tant que Petit État Insulaire en Développement, l'Île Maurice est particulièrement vulnérable aux effets adverses du changement climatique, surtout le long de la côte où l'élévation accélérée du niveau de la mer et l'intensité des cyclones tropicaux peuvent causer des pertes économiques considérables et la dégradation environnementale.

Le projet est supposé assister les communautés côtières à pallier aux effets adverses du changement climatique par la mise en place de mesures de développement de résilience climatique.

Il ajouta que le gouvernement a également adopté une approche proactive pour renforcer la résilience au changement climatique. r

ONU, SADC signe un accord sur la gestion de catastrophe

LES NATIONS Unies et la SADC ont signé un Protocole d'Accord qui établit un cadre pour la coopération afin de renforcer le mécanisme régional

de réponse au catastrophe en Afrique australe.

L'accord fut signé par le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax et le Sous-Secrétaire Général de l'ONU pour les Affaires Humanitaires qui est également la Coordinatrice des Secours d'Urgence, Baronne Valerie Amos, à Pretoria, Afrique du sud en octobre.

Le Protocole cherche à améliorer les capacités de la SADC et des États Membres dans la gestion de risque de catastrophe et l'assistance humanitaire, ainsi que de plaider pour les droits des populations affectées par les conflits sociaux et les catastrophes naturelles.

L'accord vise à soutenir un environnement propice au développement durable dans la région.

La plupart des pays de la SADC sont vulnérables à une série de catastrophes naturelles, en particulier les inondations durant la saison des pluies, et lorsque celles-ci surviennent, il peut y avoir perte de vie et destruction de propriété. r



L'UA développe un Répertoire Africain sur l'Intégration Régionale

LA COMMISSION de l'Union Africaine s'est jointe à la Banque Africaine de Développement et à la Commission Économique des Nations Unies pour produire un Répertoire Africain sur l'Intégration Régionale.

Le Répertoire est le premier système de supervision systématique et quantitative à l'échelle continentale pour l'intégration régionale en Afrique, et est conçu pour suivre les progrès des nations

africaines et des Communautés Économiques Régionales (CERs) vers la réalisation de leurs objectifs d'intégration régionale communs.

Il suivra et documentera les impacts de l'intégration

régionale en Afrique, et présentera le cas pour une intégration plus approfondie.

Le Répertoire qui sera produit d'ici mars 2015 est supposé aider les pays et les CERs à identifier les insuffisances et à prendre des décisions politiques informées sur comment combler au mieux ces lacunes et réaliser leurs aspirations et engagements à l'intégration régionale. r

Nouvelle ligne de transmission pour connecter l'Afrique Orientale et Australe

UN ACCORD a été signé pour construire une nouvelle ligne de transmission d'électricité qui permettra aux pays de l'Afrique de l'est de partager le surplus d'électricité avec ceux de l'Afrique australe.

La nouvelle ligne de transmission connectera effectivement la République Unie de Tanzanie au Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) – un développement qui verra le pays participer au marché compétitif SADC pour le négoce d'électricité, qui permet aux pays de bénéficier de toute production de nouvelle énergie mise en oeuvre dans les autres États Membres.

Tous les services publics d'électricité dans la SADC continentale, excepté l'Angola, le

Malawi et la Tanzanie, sont interconnectés à travers le SAPP.

Le lien de transmission, communément appelé projet inter connecteur d'électricité Zambie-Kenya-Tanzanie qui connectera le Pool Énergétique de l'Afrique de l'Est au SAPP.

En décembre, la Zambie, le Kenya et la Tanzanie ont signé un Protocole d'Accord de US\$1,2 qui entre autres établit les principes qui soulignent la relation entre les trois pays.

Selon l'accord, le projet commencera en décembre 2015 et sera complété d'ici décembre 2018.

Une fois complété, le projet fera la promotion du commerce de l'électricité, renforcera la sécurité de l'approvisionnement en électricité et encouragera le commerce régional, et stimulera

l'investissement dans la production d'énergie pour satisfaire à la demande à partir d'un vaste marché qui émergerait de l'interconnexion des deux sous-régions. r

Le Zimbabwe projette d'établir une banque pour les femmes

LE ZIMBABWE a approuvé l'établissement d'une banque pour les femmes afin de simplifier et faciliter l'accès aux ressources et services financiers par les femmes.

Le Ministre chargé des Finances et du Développement Économique, Patrick Chinamasa a annoncé que la banque améliorera la disponibilité de crédit aux femmes pour soutenir leurs entreprises et projets générateurs de revenus.

"ZimAsset reconnaît que les femmes font partie intégrante de la transformation socio-économique du Zimbabwe," dit-il. "À cet égard, faciliter l'accès au crédit à travers des institutions officielles vaincra leur exclusion financière."

Il annonça qu'une somme totale de US\$5 millions a déjà été mise de côté pour la capitalisation bancaire en soutien à l'entreprenariat féminin.

Un montant supplémentaire de US\$400 000 a été alloués aux programmes de formation dans le but de renforcer la littératie financière et la gestion d'entreprise. *The Chronicle* r

Les Seychelles adhère à l'OMC

LES SEYCHELLES ont signé le protocole d'accession pour devenir membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Pierre Laporte, Ministre des Finances, Commerce et Investissement a signé le protocole en décembre, signifiant que la nation insulaire deviendra désormais le 161^{ème} membre de l'OMC.

La cérémonie de signature a suivi l'approbation du dossier d'accession Des Seychelles, y compris le protocole d'accession par le Conseil Général de l'OMC à Genève, Suisse.

Selon le Ministre des Finances, Commerce et Investissement, la ratification est censée être terminée au premier trimestre de 2015.

L'adhésion à l'OMC est censée apporter plusieurs avantages au pays, et Laporte remarque que les réformes entreprises durant le processus d'accession à aider à mettre les lois et politiques du pays au niveau des standards internationaux.

"Les Seychelles a désormais une plateforme qui apporte au pays - petite nation insulaire, des opportunités égales à celles de ses homologues plus larges pour que sa voix puissent être entendue en ce qui concerne les questions commerciales," résuma t-il. *Seychelles News Agency* r

Harmonisation des standards clés au développement régional

LA SADC détient la capacité de relancer le commerce et approfondir l'intégration si les États Membres travaillent de concert pour harmoniser les standards du commerce et des services.

C'est ce qu'a dit le secrétaire permanent zambien du Commerce, et de l'Industrie - Siazongo Siakalenge lors d'un récent atelier de formation pour la Standardisation SADC (SADCSTAN) et le développement de plans d'entreprise de la commission technique tenue à Lusaka, Zambie.

Il indiqua, qu'il est important pour la région de maintenir des standards harmonisés d'une

manière transparente à travers l'application de la procédure d'harmonisation SADCSTAN pour le bénéfice de tous les États Membres de la SADC.

"Nous adhérons au Protocole SADC sur le Commerce et il semble positif que les barrières techniques au commerce récemment amendées annexées au protocole renforceront les opérations de la standardisation SADC, l'assurance de qualité, les structures d'accréditation et de métrologie, qui visent à encourager la libéralisation des négoce intra-région de marchandises et de services dans la région," affirma t-il. *Zambia Daily Mail* r



Renforcement de la coopération SADC - Allemagne

LA SADC et l'Allemagne ont convenu de travailler ensemble pour soutenir les efforts visant à intensifier l'intégration régionale en Afrique australe.

En novembre, le Secrétariat SADC et une délégation de la République Fédérale d'Allemagne ont mené à bien des consultations sur l'avenir de la coopération SADC-Allemagne. Les deux camps reconnaissent l'importance et la valeur ajoutée de plus de 20 ans de coopération et l'injection de près de €300 millions par le gouvernement allemand durant cette période, pour les programmes et projets SADC.

Se basant sur le Traité et les Protocoles SADC, le Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) et le Plan Stratégique Indicateur Révisé pour l'Organe (SIPO), les deux camps ont adopté l'objectif de "Soutenir l'Approfondissement de l'Intégration Régionale pour le Bénéfice de la Population de la Région SADC."

Des domaines spécifiques de coopération seront l'intégration économique régionale; la gestion transfrontalière des eaux; la paix, la sécurité et la bonne gouvernance; l'usage transfrontalier et la protection des ressources naturelles et la résilience au changement climatique; et le développement de la capacité organisationnelle de la SADC.

Dans les divers secteurs, une importance accrue sera donnée afin de soutenir les priorités de la SADC sur le développement industriel et l'infrastructure dans la région.

La SADC et l'Allemagne ont souligné l'importance de

s'engager dans des programmes joints avec d'autres Partenaires Coopérants Internationaux pour renforcer les synergies et éviter les chevauchements et les doubles emplois.

Comme importante étape vers cet objectif, un représentant de la délégation de l'Union Européenne à Gaborone a participé en tant qu'observateur pendant toute la durée des consultations.

Les résultats des consultations guideront les engagements allemands à venir et prépareront pour le prochain cycle de négociations SADC-Allemagne, qui aura lieu à Gaborone en juin 2015.

Le secrétaire général de la SADC remercie les PCIs pour leur soutien au CCARDESA

LE SECRÉTAIRE Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax a remercié les partenaires coopérants internationaux pour l'assistance offerte au centre de recherche agricole pour le lancement d'une subvention.

Prenant la parole durant le lancement de la Subvention du Centre pour la Coordination de la Recherche et du Développement Agricole pour l'Afrique Australe (CCARDESA) à Gaborone en novembre, Dr Tax expliqua que la région n'aurait pas fait de progrès substantiels dans le domaine de l'agriculture et du développement des ressources naturelles si ce n'était grâce à l'assistance de ses amis et partenaires au développement.

"Nous souhaitons donc exprimer notre gratitude aux partenaires de développement pour cette assistance et espérons

A la cérémonie de signature des compte-rendus, l'ambassadeur allemand au Botswana et Observateur à la SADC, Rolf Ulrich, a annoncé d'autres engagements allemands pour la SADC.

En 2014, le gouvernement allemand a débloqué €26 millions supplémentaires à la SADC pour entreprendre les programmes suivants:

- Paix, Sécurité et Bonne Gouvernance (€ 3 millions);
- Usage Transfrontalier et Préservation des Ressources

Naturelles dans la région SADC (€8 millions);

- Fond Régional pour l'Approvisionnement en Eau et les Soins Sanitaires de Base (€ 10 millions); et,
 - Préservation Transfrontalière de la Zone de Préservation du Grand Limpopo (€5 millions).
- Le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax a confirmé l'importance du soutien allemand long terme qui contribue à l'exécution du Programme Commun de la SADC. r



qu'ils continueront à étendre une main amicale au CCARDESA afin qu'il remplisse son important mandat," déclara t-elle.

Le Secrétaire Général de la SADC a rendu hommage à l'Union Européenne pour faciliter la provision de la Subvention du CCARDESA.

Le CCARDESA est une organisation sous-régionale de recherche établie par les États Membres de la SADC afin de faciliter la coordination et la coopération dans la recherche et le développement agricole dans la région SADC afin de promouvoir la technologie de production, dissémination et adoption, au profit d'une sécurité alimentaire régionale et de sources de revenu améliorées.

Les activités du centre sont financées par l'UE dans le cadre

du 10^{ème} Fond Européen pour le Développement (FED).

Depuis son établissement en 2011, le CCARDESA a développé un Plan Opérationnel à Moyen Terme (MTO) par le biais duquel il exécute ses activités.

Au début de l'année, le CCARDESA a lancé un appel à proposition sur la recherche collaborative et les projets de développement. Les bénéficiaires du projet à financer à partir de la Subvention du CCARDESA comptent des universités, des instituts de recherches agricoles, des compagnies privées et des organisations non-gouvernementales de la région.

L'objectif du lancement est d'informer le public des étapes importantes du CCARDESA dans le soutien à la recherche régionale. r

Décembre 2014-Février 2015

Décembre 1-12, Pérou	UNFCCC COP 20 La 20 ^{ème} Conférence des Parties (COP 20) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique se réunira au Pérou afin de continuer les négociations vers un consensus global abordant les impacts du changement climatique. Malgré des progrès importants réalisés pour un accord contractuel, des divisions profondes demeurent pour l'avenir, en particulier sur des questions telles que les niveaux d'émission de carbone, le financement de la climatologie, la technologie, la capacité d'adaptation et la gestion des risques.
2-7, Zimbabwe	6^{ème} Congrès Zanu-PF du Parti National du Peuple Le parti du Zimbabwe au pouvoir tient un congrès électif afin de réviser son programme politique et choisir sa direction supérieure. Le congrès, qui a lieu tous les cinq ans, discutera de la voie à prendre sur les problèmes clés.
8-12, Zimbabwe	Réunions Annuelles de l'Association Régionale des Régulateurs en Electricité Les réunions annuelles rassembleront les participants allant des régulateurs, des services publics, des producteurs indépendants d'énergie, des décideurs, des institutions financières de développement, les médias, les consommateurs, les développeurs de projet, et les partenaires internationaux coopérants et de développement afin de discuter des moyens d'alimenter un marché régional d'électricité qui soit efficace, durable, harmonisé et capable d'attirer des investissements.
9-10, Éthiopie	Groupe d'Expert sur le Renforcement des Mécanismes de Coordination Sous-régionale en Soutien à l'Union Africaine Le Groupe d'Expert étudiera et contribuera au manuel sur le "Renforcement de la Capacité de Coordination au Niveau Sous-régional" qui couvrira une harmonisation effective et une coordination efficace du système de soutien de l'ONU au développement de l'Afrique, dans le contexte des priorités du programme de l'UA ainsi que les Communautés Économiques Régionales.
10, Île Maurice	Élections Parlementaires de l'Île Maurice Les élections parlementaires de l'Île Maurice verront deux coalitions rivalisant pour obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale. Le Parti du Travail et le Mouvement Militant Mauricien (MMM) composent la première coalition. Le second rassemble le Mouvement Militant Socialiste (MSM) et le Parti Mauricien Social Démocrate (PMSD).
11, Afrique du Sud	Forum Africain des anciens Chefs d'États Africains Le réseau des anciens Chefs d'États et de Gouvernement et autres dirigeants africains est conçu pour soutenir l'exécution des objectifs ambitieux de l'Union Africaine et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) au niveau national, sous-régional et régional.
Janvier 19-22, Émirats Arabe Unis	Sommet Mondial 2015 sur l'Énergie Future Le sommet sera dédié aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et aux technologies propres. WFES 2015 présentera aux intervenants de l'énergie une opportunité unique de rencontrer leurs collègues, échanger des technologies, partager les meilleures pratiques et former des partenariats commerciaux.
20, Zambie	Élection Présidentielle Les zambiens iront aux scrutins le 20 janvier pour élire un nouveau dirigeant suite au décès du Président Michael Sata le 28 octobre 2014. Les dernières élections remportées par Sata datent du 23 septembre 2011
30-31, Éthiopie	24^{ème} Session Ordinaire de l'Union Africaine Les Chefs d'États et de Gouvernement Africains se réuniront pour la 24 ^{ème} Session Ordinaire de l'Union Africaine, précédée des sessions techniques des officiels. Le thème pour 2015 est "Année de l'Habilitation de Femmes et Développement vers le Programme Afrique 2063". Lors de ce Sommet, le Zimbabwe assumera la présidence de l'Union Africaine au nom de l'Afrique australe.
Février 9-13, Côte d'Ivoire	Troisième Conférence des Ministres Africains responsables de l'État Civil L'objectif de la conférence est de mobiliser les États Membres pour produire d'authentiques registres d'état civil dans l'exercice des droits humain et civil, la gestion d'identité et la prestation de services efficaces, et la production de statistiques vitales pour le développement du planning et le suivi.
17-18, Afrique du Sud	Indaba 2015 sur l'Énergie Africaine L'Indaba a rassemblé des experts internationaux et continentaux pour partager des points de vue et des solutions à la crise énergétique de l'Afrique, tout en explorant simultanément les vastes opportunités de développement énergétique offertes à l'Afrique.

L'AFRIQUE
AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

SADC AUJOURD'HUI, Vol 17 No 1
Décembre 2014

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Danai Majaha, Anesu Ngadya, Anisha Madanhi,
Tanaka Chitsa, Nyarai Kampilipili

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION

Marie-Laure EDOM

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2014

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS

P1 carmagblog.co.za, droogfonteinsolar.co.za, ZTA; P2 jeffreysbaywindfarm.co.za, stfrancisconnect.co.za, moneycation.com, thirdyearabroad.com, myclimate.org; P4 theguardian.com, wordpress.com; P5 africatv1.com, news.yahoo.com, redeangola.info, wsocvtv.com; P6 T Ngwenya SARDC; P7 indepthafrika.com, famouswonders.com, seanews.com.tr, timeslive.co.za; P8-9 dailymail.com, southafrica.gomania.co.za, africagreenmedia.co.za, jeffreysbaywindfarm.co.za, wireworld.com, abb.com; P10 industrcards.com; P11 dailymail.com, panafricenergy.com, africagreenmedia.co.za; P12 sbishelterbox.org, unisdr.org, sadc.int; P14 sadc.int, ect.coop, agricorner.com, wikimedia.org; P16 thepolitician.co.za, renewable.com

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net

www.sardc.net
Connaissance pour le Développement



40 ans
1974 - 2014

Barrage de Cahora Bassa Symbole de l'Indépendance du Mozambique

LE 24 DÉCEMBRE 2014 marque le 40^{ème} anniversaire de l'achèvement de la construction du Barrage de Cahora Bassa et du projet hydroélectrique du Mozambique

Le barrage a commencé à se remplir en décembre 1974 après que la construction ait commencé en 1969 par le Portugal et l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

Le système de Cahora Bassa est le plus grand aménagement hydroélectrique en Afrique Australe, avec une centrale contenant cinq turbines de 415 MW.

Le système comprend deux stations de conversion, une à Songo au Mozambique et une autre à Apollo en Afrique du Sud. Ils existent deux lignes électriques parallèles entre ces deux stations, couvrant 1 400 km, desquels 900 km se trouvent sur le territoire mozambicain.

Le principal motif pour la construction du barrage était de satisfaire aux besoins en hausse d'électricité de l'Afrique du Sud Apartheid, un développement qui a vu Prétoria s'approvisionner en électricité à des tarifs très bas afin de construire et renforcer son économie.

Cahora Bassa fut le dernier important investissement portugais au Mozambique qui ne soit pas tombé sous contrôle mozambicain à l'heure de l'indépendance en 1975, sous la direction du président défunt, Samora Machel.

La raison principale pour la non-nationalisation du barrage était un arrangement émanant de l'Accord de Lusaka signé en 1974 pour un cessez-le-feu durant la guerre de libération menée par le Frelimo contre l'occupation portugaise du Mozambique.

L'arrangement était que la structure de propriété de la compagnie gérant le barrage, *Hidroeléctrica de Cahora Bassa (HCB)*, serait éventuellement remaniée après quelques années lorsque les gouvernements portugais et sud-africain auraient récupéré sur l'investissement fait pour cet énorme projet d'infrastructure.

Jusqu'à octobre 2006, l'état portugais détenait 82 pourcents des actions et 18 pourcents pour ses homologues mozambicains. C'était la structure de propriété instaurée à l'époque par la compagnie en juin 1975 lorsque le Mozambique devint indépendant.

Après des années de négociations entravées par des règlementations de l'Union Européenne, le Mozambique et le Portugal ont signé un Protocole d'Accord à Lisbonne le 2 novembre 2005 qui modifierait substantiellement la structure de propriété de HCB.

Cependant, la mise en vigueur du Protocole fut retardée parce que Eurostat, l'Agence de Statistiques de l'Union Européenne, enquêtait toujours sur l'affaire afin de vérifier si les règles de l'UE sur les déficits budgétaires avaient été remplies par le Portugal.

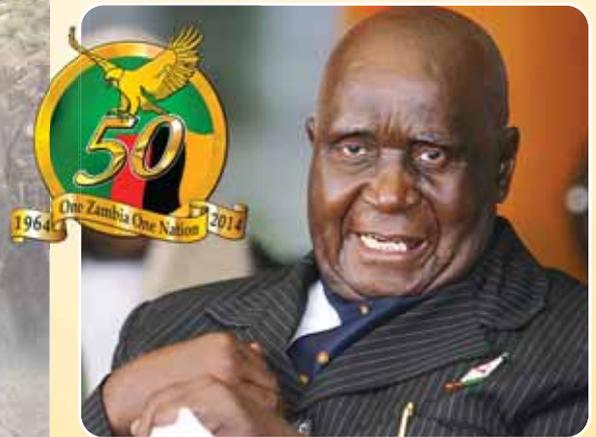
Initialement, Eurostat considérait l'accord comme remise de dette - dans le cadre des règles de l'UE, l'annulation de dettes est entérinée dans le registre comme transfert de capital, ce qui signifie qu'il augmenterait le déficit budgétaire portugais.

L'accord stipulait que le Portugal annulerait plus de la moitié du montant estimé à US\$2 milliards, qu'il affirmait être dû par HCB à sa trésorerie, et récupérerait plutôt US\$950 millions du Mozambique en lui vendant les deux-tiers du barrage. La nouvelle structure de propriété laisserait le Mozambique en possession de 85 pourcents des actions de HCB, avec les 15 pourcents restant au Portugal.

Le retard dans la mise en vigueur du Protocole a provoqué de l'impatience du côté mozambicain, selon une remarque du Président Armando Guebuza après la cérémonie de signature.

De toute évidence, le contrôle du barrage était la première étape "vers l'accélération de notre parcours pour parvenir au bien-être des mozambicains," conclut Guebuza.

A ce jour, la HCB vend de l'électricité à l'Afrique du sud, au Zimbabwe et autres par le biais du réseau régional, mais les tarifs sont très différents en raison des accords historiques convenus entre le Portugal et l'Afrique du sud. r



Kaunda médite sur la Zambie @50

"ENFIN! SI nous ne traitons pas correctement la question d'unité future, nous pouvons perdre quelque chose d'important. Tous nos dirigeants parlent d'unité politique, et d'envisager l'avenir de l'unité africaine, et c'est pourquoi nous disions, nous voyons cela ici en Zambie, Michael Sata, en parlait, j'ai écrit à 13 présidents sur l'importance de construire l'unité, y compris à travers des amis comme la Chine, et ils prouvent que nous sommes encore amis comme le voulait l'OUA, dans notre lutte contre les obstacles de l'Afrique." – **Kenneth Kaunda, premier président de la Zambie post-Indépendance, lorsqu'il lui a été demandé dans une interview de commémorer le 50^{ème} anniversaire de l'indépendance de son pays en octobre, sur ce qu'il pensait être la question la plus importante sur laquelle les dirigeants africains devraient débattre.**

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Décembre 2014 – Février 2015

1 décembre	Journée Incwala	Swaziland
8 décembre	Immaculée Conception	Les Seychelles
9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée Internationale des Droit de l'Homme	Namibie
16 décembre	Jour de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Unité Nationale	Zimbabwe
25 décembre	Noël	Toute la SADC
	exceptés Angola et Mozambique	
	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
26 décembre	Jour de Bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée de la Famille	Namibie
	Journée des Emplettes	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe
1 Janvier	Jour de l'An	SADC
2 Janvier	Jour Férié	Botswana, Île Maurice, Les Seychelles
3 Janvier	Journée Maulid	Tanzanie
4 Janvier	Journée des Martyrs	RDC
12 Janvier	Journée de la Révolution de Zanzibar	Tanzanie
15 Janvier	Journée John Chilembwe	Malawi
16 Janvier	Journée des Héros (Laurent Kabila)	RDC
17 Janvier	Journée des Héros (Patrice Lumumba)	RDC
1 Février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Île Maurice
3 Février	Thaipooam Cavadee	Île Maurice
3 Février	Journée des Héros	Mozambique
4 Février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
17 Février	Maha Shivaratre	Île Maurice
19 Février	Festival du Printemps Chinois	Île Maurice